Jean Dario DEJEAN

Il est avéré que les gangs sont une triste réalité pour les Haïtiens. La cause profonde de ce phénomène, c’est la déstructuration de l’Etat  depuis à peu près 30 ans. Dans les foyers des gangs on constate l’inexistence de l’Etat. Dans l’imaginaire individuel et collectif, les bandes armées représentent un des fléaux incontrôlables semant le deuil, la destruction et le chaos dans une ville ou une zone à l’autre en Haïti. Les gangs sont organisés et certains individus qui une appartenance à un gang bien déterminé. En dehors de ces deux dynamiques précitées, il ne faut pas négliger leur environnement et leurs circonstances structurelles, y compris la manière dont ils se connectent à d’autres acteurs tels que le secteur des affaires, la police, les autorités politiques, les membres du crime organisé …

En fait, les gangs ne sont pas uniquement un phénomène social autonome, mais ils sont aussi des épiphénomènes qui reflètent la réalité et les changements dans une société.  Nos gangs sont donc le miroir à notre société. Les analystes et les observateurs posent certaines questions : Comment les gangs émergent et évoluent ? Haïti ne fabriquent pas d'armes ni de  munitions, où est ce que les gangs trouvent ces dernières ? Pourquoi le secteur des affaires a recours aux services de gangs ? Pourquoi certains individus rejoignent-ils des gangs en Haïti ? Et quels sont les facteurs sociaux qui poussent un individu à devenir un bandit ou à adhérer à un gang ?

Comment Devenir un bandit ou adhérer à un gang

Le plus souvent un individu commet des actes de délinquance avant de devenir un bandit connu. J'entends par délinquance un ensemble d'infractions et de délits commis dans un pays donné pendant une période déterminée. Cette personne récidiviste est susceptible de rejoindre ou créer son groupe de gang (groupe d'individus partageant une culture et des valeurs communes engendrées par leur association et le milieu social et urbain où ils vivent. Ils s'engagent dans des activités criminelles de nature et d'intensité variables). Par contre, plusieurs facteurs peuvent pousser un individu à devenir un bandit ou adhérer dans un gang. Tout d’abord, le facteur individuel; il s’inscrit dans une logique de la grande impulsivité ou de capacité cognitive bornée, et les influences familiales telles que la criminalité des parents. Ensuite, les influences sociales; cela repose sur la pauvreté ou la misère et les groupes de pairs délinquants. Ces facteurs de risque sont fréquents en Haïti, le recrutement de nos jeunes dans un gang est donc facile. Surtout quand l’Etat n’a pas une politique sociale pour canaliser les jeunes, la probabilité est très forte. Il faut signaler aussi que la prison est un lieu où les détenus peuvent se socialiser dans les gangs, certains gangs peuvent prendre naissance dans un centre carcéral.

Cela peut arriver qu’il existe des gangs dans un pays (USA, France, Canada, Mexique …), mais il y a toujours la présence d’un Etat par une politique sécuritaire qui lutte contre ce fléau. Cependant, dans le cas d’Haïti, ne serait-il pas  sincère d’avouer que l'État haïtien laisse ses gangs violents livrés à eux-mêmes et commettent des crimes quand ils veulent ?

Pour répondre à cette question, je tiens à faire deux considérations. La première: l’État est absent dans certaines zones et villes où se trouvent les gangs. Ces derniers remplacent l’État. Cela s’explique par la saisie des camions de marchandises et des carmions de carburant par les gangs…. Les bandits ont distribué une bonne partie de leur rançon à la population, dans leur structure mentale, ils font le social. On constate un Etat faible, du coup, son autorité fait défaut. Le secteur économique constate que l’Etat ne peut pas sécuriser la population, il fait appel aux gangs pour assurer la sécurité de ses magasins … La deuxième considération consiste à dire que les autorités politiques utilisent ces gangs pendant les élections. Les gangs criminels ont parfois joué un rôle éminemment politique pour faire élire certaines autorités politiques en Haïti. Ils créent du désordre dans les centres de vote; parfois, ils se mobilisent dans la rue pour revendiquer la victoire de leurs leaders. En contrepartie, les bandits sont protégés par ces autorités une fois élues. Ces derniers, même s’ils commentent des actes répréhensibles, ils sont au-dessus de la loi. Même ordre d’idée, un bandit très recherché par la police a défilé avec ses pairs dans une manifestation de l’opposition haïtienne. La police, impuissante, ne peut pas exercer sa fonction régalienne; le chef de la police se plaint comme les simples citoyens de la circulation des armes de gros calibre dans le pays. D’un côté, le pouvoir en place accuse l’opposition de ses liens avec ce gang, et de l’autre, l’opposition accuse le pouvoir en place de son implication dans défilement du groupe armé. Une chose est certaine, les politiciens se sont appuyés sur les bandes de rivales pour établir physiquement l’assisse de leur pouvoir. Cela confère aux gangs une force et une protection considérables afin de faire pérenniser ce phénomène. Aujourd’hui la question qui se pose : comment peut-on démanteler les gangs en Haïti ? Plusieurs observateurs ont tenté de répondre à cette interrogation importante. Pour certains, il faut faire de la prévention et pour d’autres, il faut se lancer dans une logique de répression.

Prévention et répression

Toute prévention doit passer par la restauration de l’autorité de l’État en Haïti. L'État doit être présent sur toute l’étendue du territoire, les zones de non-droit doivent redevenir des quartiers de droit. Il faut instaurer une politique sociale et éducative afin d’extraire les individus de cette vie de criminalité. La police doit avoir un service de renseignement efficace pour qu’on puisse éviter tout passage à l’acte ou appréhender les bandits. La population doit coopérer avec la police afin de signaler la présence des suspects dans des lieux attentatoires et incitatoires. En revanche, la police doit aussi instaurer un climat de confiance et protéger l'informateur de toutes représailles après un signalement. Il faut dire que la police nationale, par manque de  professionnalisme et de stratégie, parfois, annonce dans les médias  quand elle va faire une perquisition dans une zone. Alors une petite parenthèse sur l’historicité des crimes en Haïti,  depuis plus de 15 ans, il y a une forme de criminalité qui se développe au pays. Les bandits criminels utilisent un seul mode d’opératoire: « quand les gens reviennent d’une banque commerciale pour retirer de l’argent, les bandits poursuivent ces gens et leur demandent le plus souvent  la somme exacte. Prenons par exemple le cas de Gladys Dupont, une femme d’affaires de 56 ans assassinée récemment à Lalue après avoir effectué une transaction dans une banque commerciale de la zone. Qui plus est, les bandits, souvent sur motos, opèrent en toute tranquillité et ne craignent aucune intervention policière parce qu’ils savent que la police est impuissante. Rien n’est pas fait pour démanteler cette forme de criminalité ».

En fait, il y a un manque de volonté politique.Du coup, la police n’a pas les moyens pour effectuer la prévention, quant à la répression, elle a des empêchements également parce que certains parlementaires, proches du pouvoir, policiers, juges sont de connivence avec les bandits. Parfois, la police fait des arrestations et les autorités politiques, les juges libèrent les bandits.  Enfin, il y a un marché de munitions et d'armes en Haïti, certains hommes d’affaires et policiers … profitent de ce marché. Tous ces obstacles-là pourraient démotiver, démoraliser et décourager l’institution policière.

Au final, avec l’expansion de ces  gangs en Haïti, si rien n’est fait, le pays pourrait connaître des gangs nationaux (c’est-à-dire des ramifications des gangs dans toutes les villes en Haïti) dans les mois ou les années qui viennent. Il semble que le banditisme est banalisé en Haïti. Cela rentre même dans la psychologie de l’Etat, certains ministères ont leur propre gang. C’est un fait, les bandes armées constituent un défi pour l’institution policière. Chaque perquisition ratée de la police contre les bandits augmente la force des gangs, et la population a tendance à sympathiser avec les gangs.  C’est pour cela que le chef bandit Anel, dans sa zone de confort, ose à « bay Lapolis adrès kote'l rete, si yo kapab pou al chache'l pou arete'l ». En outre, du côté du pouvoir,  j’ai entendu le Premier ministre A.I déclarer que « les espaces occupés par les gangs seront récupérés » et j’ai lu  dans un journal la déclaration du Secrétaire d’État à la sécurité publique qui «invite les gangs armés à déposer leurs armes ». Toutes ces déclarations, ce sont la poudre aux yeux, et la démagogie. Il faut avoir le courage de s’adresser aux proches du pésident de la République, aux parlementaires qui protègent les bandits, au secteur économique qui alimente les bandits en munitions, à certains policiers qui vendent des armes aux bandits. La solution doit donc venir du plus haut sommet de l’Etat. Le pouvoir en place doit doter le pays d’une politique de sécurité et sociale afin de sécuriser la population haïtienne, de réinsérer ces bandits criminels qui sont manipulés  et  victimes de la société. Face à la production des bandits en Haïti, je crains que le pays ne bascule pas en situation de «gang comme système social », et si cela arrive, ce serait très difficile de le démanteler.